

ÉDITO

Les clés cachées des élections américaines 2025-2026

Par **Gustavo de Aristegui**



Homme politique et diplomate espagnol, Gustavo de Aristegui est diplômé de l'Université pontificale de Comillas (ICADE) à Madrid. Il a d'abord exercé le droit (1987-1989), se spécialisant sur les

questions d'immigration. Il a ensuite poursuivi une carrière diplomatique dès janvier 1990. D'abord comme chef de service au sein de la Direction générale de la politique étrangère pour l'Europe, puis comme directeur du Proche-Orient à la Direction générale adjointe pour le Moyen-Orient, où il est notamment chargé du suivi de la guerre du Golfe. Après avoir été coordinateur des sanctions contre l'Irak en octobre 1990 à l'OCDE, il est affecté en avril 1991 à l'ambassade d'Espagne en Libye puis en Jordanie en 1993. Il est ambassadeur d'Espagne en Inde à partir de 2012. Entre 1996 et 2008, il poursuit une carrière politique, comme Directeur Général du Cabinet du ministre de l'Intérieur (1996-2000), puis comme député pour le Parti Populaire espagnol (2000-2012).

Le Fossé de Perception Transatlantique: au-delà de la « Pensée Magique »

C'est une source d'étonnement récurrent que d'observer les analyses de la presse européenne sur les récents développements politiques aux États-Unis, en particulier celles qui ont suivi les élections du mardi 4 novembre 2025. Des analystes réputés et des journaux prestigieux, semble-t-il, persistent à voir le paysage politique américain à travers le prisme de leurs propres désirs plutôt que de s'engager avec la réalité complexe et souvent tenace. Les gros titres au lendemain des élections de 2025 ont été une collection de « wishful thinking » – ce vice cognitif qui consiste à prendre ses désirs pour des réalités. Les déclarations simplistes de « Victoire Incontestable », « Trump Défait » et « Les Démocrates Prennent l'Avantage pour les Midterms » ont été monnaie courante.

De telles analyses sont, au mieux, erratiques et, au pire, dangereusement trompeuses, principalement parce qu'elles échouent à analyser la structure réelle de la société américaine contemporaine. L'erreur conceptuelle fondamentale est la tentative persistante d'établir des parallèles directs entre les États-Unis et l'Europe. Les deux rives de l'Atlan-

tique ne sont pas comparables, ni dans leurs vertus ni dans leurs vices. Le système bipartite américain, qui pendant des décennies a préservé la nation des extrêmes, a, dans cette nouvelle ère politique, fait le contraire: il a installé des radicaux au cœur même du système, les intégrant dans les postes de commandement du pouvoir.

En surface, les données du 4 novembre 2025 semblent justifier le narratif de la « vague bleue ». Le Parti Démocrate a remporté trois victoires symboliques et très médiatisées:

1. Course à la Mairie de New York: Zohran Mamdani, un législateur d'État et socialiste démocrate autoproclamé, né en Ouganda et âgé de 34 ans, a remporté une victoire décisive. Il a battu à la fois l'ancien gouverneur de New York Andrew Cuomo, qui se présentait en tant qu'indépendant, et le républicain Curtis Sliwa. La victoire de Mamdani a été alimentée par la promesse du « programme d'accessibilité financière le plus agressif depuis Fiorello La Guardia » et a réussi à « rallier les jeunes électeurs ».

2. Course au Poste de Gouverneur de Virginie: La démocrate Abigail Spanberger a remporté le poste de gouverneur, battant la lieutenant-gouverneure républicaine Winsome Earle-Sears. Il s'agissait d'un gain crucial pour les démocrates, car Spanberger succédera au gouverneur républicain Glenn Youngkin, qui ne pouvait pas briguer un mandat consécutif.

3. Course au Poste de Gouverneur du New Jersey: La démocrate Mikie Sherrill a remporté une victoire confortable sur le républicain Jack Ciattarelli pour succéder au titulaire démocrate sortant, Phil Murphy, limité par le nombre de mandats.

Un observateur européen, voyant ces trois résultats, pourrait à juste titre conclure que l'électorat américain a infligé un rejet puissant et monolithique de l'administration républicaine et du programme « America First ». Cette interprétation, cependant, est un exemple classique du « fossé de perception transatlantique », un phénomène maintes fois analysé par des experts français des





© Nick Night, Unsplash

États-Unis, tels que Nicole Bacharan, qui soulignent l'incompréhension mutuelle croissante entre les deux continents. Elle ne parvient pas à voir que ces victoires ne représentent pas une seule tendance démocrate, mais plutôt deux modèles fondamentalement distincts – et probablement incompatibles – pour l'avenir du parti.

L'analyse politique d'organismes non partisans, tels que le Center for Politics de l'Université de Virginie, a déjà mis en évidence cette fracture. Cette recherche oppose explicitement le modèle «modéré pragmatique» des gouverneurs élus Sherrill et Spanberger – qui ont fait campagne sur des plateformes traditionnelles et ont séduit l'électorat indécis – au modèle «de gauche» du maire élu Mamdani.

Par conséquent, la véritable histoire des élections de 2025 n'est pas une simple «victoire pour les démocrates». C'est l'histoire d'une profonde fracture interne au sein du parti, et d'une radicalisation asymétrique plus profonde à travers l'ensemble du système politique américain. Les médias européens, en amalgamant ces victoires disparates, ont manqué la principale «clé cachée» de l'élection : le système politique américain ne se déplace pas simplement vers la gauche, il est vidé de sa substance par les deux extrêmes.

« La véritable histoire des élections de 2025 n'est pas une simple « victoire pour les démocrates ». C'est l'histoire d'une profonde fracture interne au sein du parti, et d'une radicalisation asymétrique plus profonde à travers l'ensemble du système politique américain. »

L'Infiltration Asymétrique du Bipartisme Américain

La thèse centrale que l'analyse européenne ne parvient pas à saisir est que le bipartisme américain n'est pas actuellement engagé dans un débat sain et centré. Il subit plutôt une décomposition structurelle. Les extrémistes du système américain ont compris depuis longtemps l'impossibilité de créer un troisième parti viable ; le système est conçu pour expulser de tels mouvements et les condamner à la marginalité. La seule voie viable vers le pouvoir était l'infiltration depuis l'intérieur des deux grands partis.

Ce processus s'est produit, dans une certaine mesure, des deux côtés de l'échiquier politique, mais d'une manière fondamentalement asymétrique. Du côté républicain, il s'agit d'une consolidation totale. Du côté démocrate, c'est une occupation en cours.

1) Le Parti Républicain : Consolidation MAGA et Hégémonie « America First »

Au sein du Parti Républicain, la bataille est terminée. Le mouvement *Make America Great Again* (MAGA), qui a commencé comme une insurrection, constitue désormais le craton – le noyau structurel stable – de l'ensemble de l'appareil du parti. Ce qui reste de la vieille garde, les «néocons» et les «ultraconservateurs», a été absorbé, marginalisé ou réaffecté.

La nouvelle structure n'est pas une alliance idéologique, comme on pourrait en trouver dans un gouvernement de coalition européen. C'est une hégémonie, où le pouvoir n'est pas déterminé par l'idéologie conservatrice traditionnelle mais par la proximité et la loyauté démontrée envers le centre «America First».

Une illustration claire de cette nouvelle dynamique de pouvoir a été fournie par Donald Trump Jr., qui fonctionne comme un garant idéologique du mouvement. Dans un commentaire récent, il a explicitement articulé la nouvelle hiérarchie, déclarant que «les néocons... sont là pour soutenir le mouvement MAGA, pas pour le diriger». C'était

un «sérieux avertissement aux navigateurs». Sa déclaration était une réprimande directe à des figures comme l'ancienne ambassadrice à l'ONU Nikki Haley, une représentante de l'ancienne aile «néocon», qui avait critiqué les choix de cabinet de la seconde administration Trump. Trump Jr. a «descendu» Haley, déclarant : «Si Nikki Haley veut vraiment un cabinet rempli de bellicistes néocons pour satisfaire les donateurs milliardaires qui la contrôlent, elle devrait essayer de se présenter à la présidence et de gagner elle-même».

Cet incident révèle les trois destins possibles pour l'ancien establishment républicain :

1. La Purge (Nikki Haley) : Ceux qui résistent à l'assimilation et représentent l'ancienne idéologie sont publiquement attaqués et exclus du pouvoir.

2. L'Assimilation (Marco Rubio) : Ceux qui se convertissent sont récompensés. Le cas du secrétaire d'État Marco Rubio est primordial. Autrefois porte-étendard de la politique étrangère néoconservatrice, Rubio est aujourd'hui le 72^e secrétaire d'État américain dans la seconde administration Trump. Sa biographie officielle et sa posture publique sont désormais alignées sur les priorités «America First». Il a été coopté et a reçu un nouveau mandat par le mouvement MAGA, et non en tant qu'acteur idéologique indépendant. Il est puissant parce qu'il s'est converti.

3. La Loyauté (Steve Witkoff) : De nouveaux centres de pouvoir sont créés sur la base de la loyauté personnelle, et non idéologique. L'article identifie correctement Steve Witkoff comme une figure clé. Les recherches confirment qu'il est l'envoyé spécial des États-Unis au Moyen-Orient, puis élargi au poste d'envoyé spécial pour les missions de paix. Witkoff est un promoteur immobilier et un ami personnel de longue date de Trump. Il n'a «aucune expérience diplomatique». Il est puissant parce que sa loyauté est personnelle et antérieure à la politique.

L'avertissement de Donald Trump Jr. visait les critiques de la politique étrangère de son père qui avaient « éreinté » ces nouveaux loyalistes, Witkoff et Rubio. Le message est clair : les néocons ne sont plus aux commandes. Le nouveau Parti Républicain est une entité « America First » consolidée.

2) Le Parti Démocrate : L'Occupation des « Socialistes Démocrates »

Dans le Parti Démocrate, la dynamique est différente. Il ne s'agit pas d'une consolidation achevée mais d'une stratégie active et intense d'occupation et de domination par l'extrême gauche. Cette aile a réussi à conquérir des postes électifs cruciaux : des sièges à la Chambre des Représentants, des postes dans les Assemblées et Sénats des États, des mairies critiques, et – ce qui est le plus préoccupant pour l'État de droit – les bureaux des procureurs généraux des États et des procureurs de district dans les grandes villes.

Parce que ces postes de procureurs sont élus aux États-Unis, leur capture par des militants idéologiques a un impact direct sur la sécurité publique et permet « l'instrumentalisation des tribunaux comme arme politique ».

L'avant-garde de ce mouvement est les « Democratic Socialists of America » (DSA). Ce nom est délibérément trompeur pour une oreille européenne. Le « démocratique » dans son nom n'a absolument rien à voir avec la social-démocratie européenne ; c'est simplement une étiquette pour souligner sa stratégie de travail au sein du Parti Démocrate.

Cela crée une « erreur de définition transatlantique » critique. Un analyste européen entend « Socialiste Démocrate » et pense au SPD allemand ou au Parti Travailliste pragmatique et réformiste au Royaume-Uni. Cette comparaison est fondamentalement erronée. Cette distinction fait écho aux débats en France entre la social-démocratie

traditionnelle et ce que des politologues comme Pierre Rosanvallon pourraient analyser comme une nouvelle forme de « contre-société » politique qui rejette le réformisme.

- Social-démocratie européenne : Opère fermement dans un cadre capitaliste, cherchant à le réformer et à l'« humaniser » par un État-providence robuste, des droits du travail solides et des services publics universels. C'est une idéologie basée sur le marché.
- Democratic Socialists of America (DSA) : Est une organisation « de gauche à extrême gauche » dont l'objectif déclaré est la « propriété sociale des moyens de production ». C'est un mouvement anticapitaliste qui cherche une transformation structurelle pour remplacer le capitalisme par une économie socialiste de marché ou une économie planifiée décentralisée.

Ce gouffre idéologique est personnifié par les figures que le mouvement a élevées. Le sénateur Bernie Sanders, par exemple, est un marxiste radical qui, au début de sa carrière, a tenté de dissimuler ses sympathies communistes et ses voyages en URSS. Aujourd'hui, il n'essaie même plus. Il y a vingt ans, il aurait été impensable qu'une personne de ce profil idéologique – qui comprend la production d'un documentaire sur « Eugene V. Debs, Syndicaliste, Socialiste, Révolutionnaire » et un historique d'éloges des régimes du bloc soviétique – devienne sénateur américain, et encore moins finaliste à plusieurs reprises aux primaires présidentielles du Parti Démocrate.

À la Chambre des Représentants, un groupe de députés extrémistes, mené par la populiste radicale Alejandra Ocasio-Cortez (AOC), a gagné en importance. Cela inclut des figures comme Ilhan Omar et Rashida Tlaib, qui ont ouvertement défendu

des thèses de l'organisation terroriste Hamas. Ce n'est pas une hyperbole ; c'est un fait publiquement documenté.

Ce ne sont pas les actions de sociaux-démocrates européens. C'est une tradition politique bien à gauche du courant dominant européen, tenant des positions qui, dans n'importe quel parlement européen, seraient confinées à la frange extrême. AOC elle-même s'est lancée dans une guerre ouverte contre les « oligarchies » – c'est-à-dire contre l'économie de marché dans son ensemble – contribuant à la polarisation d'une société de plus en plus divisée et tendue.

Les véritables leçons pour 2026

Les victoires du Parti Démocrate dans des États comme la Virginie et le New Jersey sont, comme le conclut l'article, « tout sauf un symbole de changement politique ». Elles sont, en fait, entièrement prévisibles.

- **Virginie** : La victoire démocrate n'était « pas une surprise ». Le populaire gouverneur républicain Glenn Youngkin était limité dans son mandat et « ne pouvait pas se représenter ». De plus, la Virginie a une forte tradition politique, vieille de plusieurs décennies, d'élire un gouverneur du parti opposé au président américain en exercice. Avec un républicain à la Maison Blanche, la victoire démocrate d'Abigail Spanberger était le résultat politiquement attendu.
- **New Jersey** : C'est encore plus simple. Le New Jersey est un État profondément démocrate. Le candidat républicain, Jack Ciattarelli, avait déjà perdu une course serrée en 2021. La victoire décisive de la démocrate Mikie Sherrill était un retour à la normale politique de l'État.



Les médias européens, concentrés sur un simple binaire «pro-Trump/anti-Trump», voient ces résultats comme une «vague bleue» monolithique et s'engagent dans la «pensée magique». C'est une profonde erreur d'interprétation.

Le véritable paysage américain, comme le confirme cette analyse, est bien plus complexe et volatile. Il est défini par :

1. **Une radicalisation asymétrique** de son système bipartite (Section II).
2. **Une instrumentalisation réciproque** de sa justice et de ses institutions fédérales (Section III).
3. **Un profond schisme économique** générationnel, où une majorité du pays, et les trois quarts de sa jeunesse, croient qu'ils seront «moins bien lotis que leurs parents».

C'est la véritable «clé cachée» des élections américaines de 2025-2026. Le «signal dans le bruit» n'est pas les victoires prévisibles en Virginie ou dans le New Jersey. C'est la victoire de Zohran Mamdani à New York City.

Cette victoire n'est pas un mandat idéologique pour le «marxisme». C'est un «signal de détresse» d'une génération écrasée par la «crise du coût de la vie» et la perception d'un système «truqué» de «capitalisme de connivence».

La leçon pour 2026 est l'adaptation. Le mouvement MAGA et le conservatisme en général doivent redessiner leur stratégie. Ils ne peuvent pas simplement défendre un statu quo économique qui aliène des dizaines de millions de jeunes. Ils ne peuvent pas ignorer les indépendants et les jeunes femmes qui, tout en rejetant le radicalisme «made in the USA» de la nouvelle gauche, sont également révoltés par un système qui, selon eux, leur a fait défaut. C'est cette «géopolitique de l'émotion», pour reprendre l'expression de Dominique Moïsi, où le désespoir et le sentiment d'abandon l'emportent sur l'idéologie traditionnelle, qui est en jeu.

« La victoire de Zohran Mamdani n'est pas un triomphe de la gauche radicale ; c'est un appel de détresse angoissé de plusieurs générations de jeunes Américains qui se sentent désespérés, abandonnés et écrasés. »

La victoire de Zohran Mamdani n'est pas un triomphe de la gauche radicale ; c'est un appel de détresse angoissé de plusieurs générations de jeunes Américains qui se sentent désespérés, abandonnés et écrasés. Le mouvement politique qui répondra avec succès à cet appel sera celui qui triomphera ●

REGARD D'EXPERT

« Inde et Chine : vers le pourtant improbable rapprochement des deux géants ? »

Publié par La Tribune le 16/11/2025

Par Paul Robine

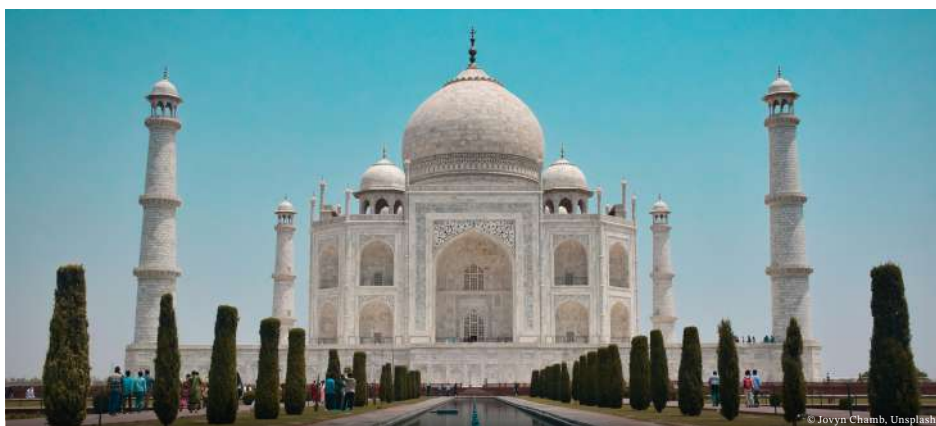


Paul Robine est le fondateur et le CEO de la société d'investissements pan-asiatique TR Capital. Diplômé d'un Master de l'EDHEC Business School, il a d'abord été fondateur et PDG du groupe Link en Asie. Au sein de TR Capital, il est depuis 2007 en charge de l'activité d'investissement de l'entreprise et est responsable de l'orientation stratégique et de toutes les décisions d'investissement et de désinvestissement prises par l'entreprise. Paul Robine siège actuellement au conseil d'administration d'un certain nombre d'entreprises dans lesquelles TR Capital a investi.

Tandis que Mario Draghi s'inquiète de la « survie » européenne, la récente réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai a révélé une Asie en pleine recomposition : la Chine et l'Inde, longtemps rivales, amorcent un rapprochement inédit. Nourri par la défiance croissante envers Washington, ce mouvement pourrait bouleverser l'équilibre mondial et redéfinir la hiérarchie économique internationale.

Et si l'adage selon lequel « l'Europe s'est toujours construite dans les crises » s'appliquait... à l'Asie ? En fait de crise, l'Union européenne (UE) est certes bel et bien embourbée comme l'a souligné Mario Draghi le 22 août à Rimini, et à nouveau le 16 septembre en s'inquiétant rien moins que de la « survie de l'Europe ».

Pendant ce temps, à l'Est, il y a du nouveau : en pleine crise assumée du multilatéralisme depuis le retour aux affaires de Donald Trump, les pays asiatiques se rapprochent. Du 31 août au 1er septembre derniers s'est tenu à Tianjin le sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO), suivi par un impressionnant défilé militaire chinois sur la place Tien An Men à Pékin. Le véritable message n'était sans doute pas dans l'étalage de force militaire. Il était dans la présentation d'une Asie désireuse de faire bloc face à l'Occident, en particulier les coups de butoirs de l'Amérique. Jamais depuis sa création, ce sommet n'avait réuni autant de pays. Les pays de l'ASEAN



ont montré une volonté forte de rapprochement, à laquelle la Chine n'est pas étrangère. Surtout, il a mis en scène une volonté de coopération inédite entre les deux géants, historiquement adversaires, chinois et indien.

Bien sûr, une hirondelle ne fait pas le printemps. Et l'on se méprendrait à simplifier « l'Orient compliqué » dans des formules, même si, telles que le « China+1 » pour désigner le souci de réduire le risque chinois, elles ont quelque fond de vérité. La Chine, qui a saisi l'opportunité de prendre en partie le leadership d'une globalisation à laquelle l'Amérique tourne le dos, n'a pas renoncé à son ambition : devenir la première puissance mondiale. Le transfert de technologie chinoise vers le concurrent potentiel indien reste ainsi interdit. L'Inde, pour sa part, n'a pas renoncé à une approche opportuniste des relations internationales, et n'est pas prête à faire des chèques en blanc au rival chinois. Elle vient ainsi de rappeler à ceux qui l'ont oublié la profondeur de ses liens militaires avec la Russie, héritée de la Guerre froide et de son affrontement continué avec la Chine, en envoyant des éléments d'élite, fait hautement symbolique, participer en septembre à l'exercice militaire Russo-biélorusse Zapad.

Il y a pourtant un fait nouveau : le puissant vent de défiance à l'égard des États-Unis qui souffle à New Delhi. Mécaniquement, il rapproche l'Inde de la Chine. Cette défiance a ses raisons. Donald Trump reproche à l'Inde son surplus commercial vis-à-vis de l'Amérique (45,7 milliards de dollars en 2024), et l'achat ininterrompu du pétrole russe. Le résultat : des droits de douane de 50% depuis le 27 août sur les marchandises indiennes entrant aux États-Unis. Le président américain a également fait peu de cas des ambitions industrielles de l'Inde ; les pressions répétées sur Apple pour que ses smartphones soient fabriqués sur le sol américain n'en sont qu'un exemple. L'on pourrait aussi évoquer les maladroites diplomatiques

américaines, comme la revendication – sèchement niée par l'Inde – d'une intervention dans le récent conflit frontalier avec le Pakistan en juillet dernier pour imposer un cessez-le-feu. Si l'Amérique a un président décidé, on a sans doute sous-estimé le leadership également très fort de Narendra Modi.

L'Amérique, qui prétend faire de la compétition avec la Chine le centre de sa politique, concourt ainsi paradoxalement au rapprochement des deux géants chinois et indien. Les signaux se multiplient en ce sens. Parmi eux, la levée timide des barrières entre les deux pays. Si les vols directs sont encore interdits, les règles limitant par exemple fortement les investissements chinois en Inde – ils restent approuvés au cas par cas par New Delhi – sont en voie d'assouplissement. Les effets potentiels sont colossaux, notamment dans le secteur technologique indien qui, s'il manque peu de cerveaux – contrairement à l'Amérique qui doit réfléchir avant de tarir son brain drain – manque encore de capitaux.

« L'Amérique, qui prétend faire de la compétition avec la Chine le centre de sa politique, concourt ainsi paradoxalement au rapprochement des deux géants chinois et indien. »

Encore limité, un rapprochement des économies chinoise et indienne aurait des effets drastiques. Il y a évidemment le poids démographique de ces deux pays. Il y a également l'ampleur du rattrapage encore à venir de l'Inde, dont le PIB/Habitant est de l'ordre du 5^e de celui de la Chine

(estimé à 2800 dollars contre 13 700 dollars fin 2025 – OCDE). Il y a encore la fulgurante progression technologique de la Chine et de l'Inde dont l'Organisation mondiale pour la propriété intellectuelle (OMPI) rappelle dans son rapport annuel de septembre 2025 qu'elles sont passées, en termes d'innovation, respectivement de la 35^e à la 10^e place mondiale (Chine) et de la 68^e à la 38^e (Inde) par un processus ininterrompu depuis 2013. Il y a enfin la taille sans commune mesure que représenterait une zone commerciale Chine/ Inde, de l'ordre de 6 fois le marché intérieur européen.

Si, en définitive, le fil rouge de l'économie mondiale depuis 2001 a été le spectaculaire envol de la Chine, le décollage de l'Inde pourrait surprendre. À cet égard, pour l'Europe et plus encore pour l'Amérique, une Inde plus indépendante de l'Occident qu'on ne l'a cru, dirigée par un Narendra Modi à la vision claire et résolue, qui se rapprocherait fortement de la Chine constituerait un changement de paradigme ●

« Pour l'Europe et plus encore pour l'Amérique, une Inde plus indépendante de l'Occident qu'on ne l'a cru, dirigée par un Narendra Modi à la vision claire et résolue, qui se rapprocherait fortement de la Chine constituerait un changement de paradigme. »



© Li Yang, Unsplash

COMMUNICATION D'ÉVÉNEMENT

Et si l'Europe était déjà en guerre sur le terrain de l'intelligence artificielle ?

C'est l'analyse de notre invité Cédric O, entrepreneur, co-fondateur de Mistral AI et ancien secrétaire d'État au Numérique, lors de notre dernière soirée #Club31 consacrée à un enjeu devenu crucial: conjuguer innovation technologique et souveraineté, entre puissance et confiance.

Pendant des décennies, l'Europe a pu s'appuyer sur son soft power et sur un modèle social envié. Aujourd'hui, la compétition mondiale repose sur une logique de hard power, où l'IA devient un levier stratégique déterminant. Comme Cédric O l'a souligné, notre continent doit désormais savoir s'il souhaite réellement se positionner comme puissance technologique sur l'IA, avec des institutions, des infrastructures et des investissements à la hauteur de cette ambition.

Autre enseignement sur le marché de l'IA lors du Club31: les acteurs gagnants des grandes révolutions technologiques ne sont pas toujours ceux qui inventent les technologies, mais ceux qui les adoptent le plus vite. Il nous encourage ainsi à utiliser, manipuler et analyser l'IA pour en comprendre sa capacité, ses limites et ses champs d'application.

À travers un échange en questions-réponses avec les invités, un consensus s'est dégagé: nous devons reconstruire un narratif de confiance, pour encourager l'innovation, l'audace et l'investissement, malgré les risques potentiels liés à tout investissement.

Merci à Cédric O pour la clarté de ses analyses et à tous les participants pour la qualité des discussions ●



REGARD D'EXPERT

L'IA nous rend-t-elle plus bêtes et plus dépendants ?

Par Jean-Baptiste Delhomme



Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Lille, Jean-Baptiste Delhomme est spécialiste des stratégies de communication d'influence et de l'analyse de l'opinion ligne. Depuis plus de dix ans, il accompagne entreprises, institutions et acteurs publics dans la conception et le déploiement de dispositifs de communication digitale, d'influence et d'affaires publiques. Il a travaillé aux côtés de grands comptes, de collectivités locales et d'États, en France comme à l'international, et a pris part à plusieurs campagnes électorales. Il contribue par ailleurs aux travaux de l'Observatoire stratégique de l'information, think tank spécialisé dans l'analyse des nouvelles technologies de l'information.

En s'interrogeant mercredi dernier sur l'impact des IA sur notre démocratie, Emmanuel Macron a souligné deux inquiétudes croissantes à l'égard des LLM : la perte de l'esprit critique individuel et la perte de souveraineté. Ces préoccupations reflètent les tensions que suscite l'arrivée de ces outils : s'ils alimentent de légitimes mises en garde, ils ouvrent aussi de nouvelles possibilités, à condition de rester lucides sur leurs usages et leurs effets, et de ne pas se replier dans un pessimisme technophobe.

« Je ne sais pas ce que ChatGPT va recommander de voter, mais [...] je ne suis pas sûr que les intérêts qu'il y a derrière soient complètement neutres ou totalement alignés avec les intérêts de la France. »

Invité mercredi dernier par *La Voix du Nord* à participer à un débat sur « La démocratie à l'épreuve des réseaux sociaux et des algorithmes », le Président de la République s'est inquiété de l'impact des LLM sur le vote des Français à l'approche des prochaines municipales.

Et pour cause : depuis l'ouverture au public le 30 novembre 2022 de ChatGPT, les LLM ont connu l'adoption la plus rapide de l'histoire des technologies numériques.

L'histoire du web, un éternel recommencement

Selon le Pew Research Center, la part d'adultes américains ayant déjà utilisé ChatGPT est passée d'environ 14% en 2023 à plus d'un tiers début 2025,

et la tendance est encore plus forte chez les moins de 30 ans. Les estimations publiques restent fragmentaires, même si un travail d'économistes associé à OpenAI évoque plus de 700 millions d'utilisateurs hebdomadaires à l'été 2025.

Malgré des retours sur investissement encore incertains dans les entreprises (comme le soulignent des études récentes qui observent une difficulté structurelle à convertir l'utilisation des LLM en gains de productivité organisationnels), les usages individuels, eux, ont explosé : assistance à la rédaction, apprentissage, aide à l'organisation, résolution de problèmes, écriture créative (environ 1,4% des requêtes selon une analyse d'OpenAI sur les usages de ChatGPT), voire soutien psychologique.

Ce qu'il faut d'abord chercher à comprendre, c'est la raison même de leur succès auprès des utilisateurs pour une si grande diversité d'usage.

Par bien des aspects, les LLM réalisent concrètement ce que le web des années 1990 avait laissé entrevoir : un accès plus facile à une masse considérable de savoir, un abaissement du coût d'entrée vers l'écrit, et une démocratisation de l'accès à des pratiques intellectuelles historiquement réservées à une minorité dotée d'un capital culturel élevé,

d'une forte aisance rédactionnelle, de temps et de la formation nécessaire.

Cependant, ces effets positifs s'accompagnent – comme pour le web des débuts, comme pour les réseaux sociaux – d'inquiétudes (« L'IA nous remplacera-t-elle ? L'IA détruira-t-elle notre démocratie ? ») à la mesure de l'enthousiasme que peuvent susciter les LLM.

Plus bêtes ?

Ces craintes ne sont pas toutes des intuitions vagues et s'appuient sur une littérature scientifique de plus en plus fournie.

La principale tient à ce que la recherche désigne sous le terme de *Cognitive offloading*. Les LLM – comme toute technologie – provoquent un phénomène d'externalisation d'une partie des capacités cognitives de leurs utilisateurs vers les outils, à l'instar de l'effet produit par les calculatrices sur les compétences en calcul mental et par les GPS sur le sens de l'orientation.

Cependant, avec les LLM, ce mécanisme s'étend à des tâches plus symboliques telles que la formulation d'idées, la capacité d'analyse et de synthèse, voire même la prise de décision (allant peut-être



© @EmmanuelMacron.X

même jusqu'au choix du candidat pour lequel voter).

De fait, l'effet délétère que peuvent avoir les LLM sur les capacités de leurs utilisateurs commence à être documenté. Une étude menée par des chercheurs du MIT rendue publique en juin dernier montre que les personnes utilisant un LLM pour rédiger se souviennent significativement moins bien du contenu produit que celles qui écrivent elles-mêmes.

Autrement dit : on retient – et on apprend mal – ce qu'on n'a pas véritablement pensé.

Par ailleurs, d'autres travaux montrent un autre problème entraîné par la généralisation de l'usage des LLM : la standardisation et l'affadissement des contenus appelés à se généraliser sur le web.

Et plus dépendants du reste du monde ?

Comme le souligne Emmanuel Macron, le problème de la délégation cognitive ne se joue pas seulement à une échelle individuelle, mais aussi au plan géopolitique, dans la sphère des intérêts divergents et des rapports de force.

Les modèles structurants les plus populaires sont quasi exclusivement non européens (à l'exception notable de Mistral - alliée cependant à Microsoft). Par ailleurs, les infrastructures sur lesquels s'appuient les technologies d'IA (GPU, Cloud, corpus d'entraînements) sont aussi massivement non-européennes.

L'Europe, face à cette situation, régule plus qu'elle ne produit. L'AI Act renforce les obligations encadrant

l'usage et la production d'IA (logique compréhensible et souhaitable) mais qui pèse majoritairement sur des technologies que l'Europe n'a pas fait naître.

La conjugaison des deux risques – une dépendance cognitive accrue aux LLM et aux contenus médiocres qu'ils produisent quand ils sont utilisés de manière superficielle, et une dépendance à des intérêts extérieurs – peuvent dessiner une perspective bien sombre pour la France et l'Europe, quant à leur capacité à maintenir une autonomie de raisonnement et de production du récit.

La nécessité d'une approche positive des LLM

Le précédent des réseaux sociaux, voués aux gémonies depuis le milieu des années 2010, doit nous éclairer. De même que leur démonisation à l'extrême n'a pour l'heure réglé que de manière marginale les problèmes structurels qu'elle entendait dénoncer, une approche technophobe et pessimiste des LLM ne freinera pas leur développement et ne réglera pas non plus aucun de leurs effets négatifs.

Il convient d'abord de réaliser que les mêmes modèles qui encouragent parfois la paresse cognitive (sans doute pas jusqu'à l'abolition du sens critique !) peuvent produire l'effet inverse lorsqu'ils sont utilisés différemment. Et que la technologie, encore balbutiante, progresse rapidement.

Plusieurs travaux récents (menés notamment auprès d'étudiants de troisième cycle et de

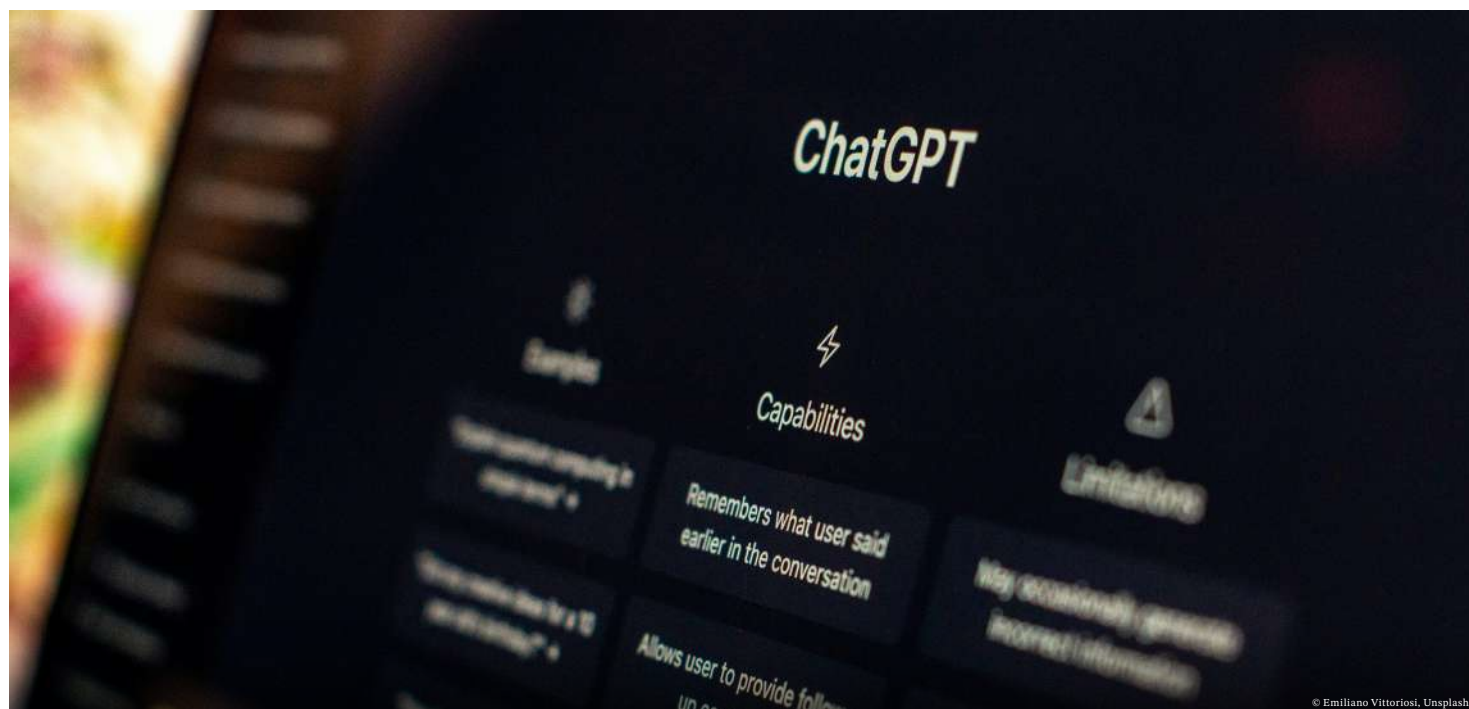
chercheurs en formation) montrent que les LLM peuvent au contraire stimuler la réflexion et la créativité humaine sans s'y substituer lorsqu'ils sont utilisés de manière active et réflexive – permettant de gagner du temps sans perdre en qualité de raisonnement.

En facilitant l'accès à l'écriture, ces modèles favorisent aussi la production de textes et d'œuvres qui n'auraient jamais vu leur jour sans eux.

Par ailleurs, il convient aussi de noter que les modèles dépendent et valorisent un type de contenu qui s'était trouvé jusqu'ici largement marginalisé par les réseaux sociaux (axés sur un contenu court et souvent superficiel) : un contenu original, dense, long, étayé par des faits.

Ce contenu, l'Europe est non seulement en mesure de le produire ; mais occupe même à l'échelle mondiale une prépondérance en la matière. Le continent se classe en effet en tête de la production d'articles scientifiques dans le monde, et dispose d'un patrimoine et d'une industrie culturelle unique capable de continuer à produire des œuvres et des textes d'une grande richesse.

L'IA ne nous rendra ni plus bêtes ni plus intelligents par défaut. La technologie ne fait qu'amplifier ce que nous décidons d'en faire. Elle nécessite cependant de la lucidité sur ses effets délétères, comme sur ses potentialités. Et une prise de conscience : la souveraineté la plus fondamentale n'est pas seulement technologique : c'est avant tout la capacité de penser par nous-mêmes ●



À propos de nous



Xavier DESMAISON
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY
Président du Directoire

alexandrem@eslrvington.com

ESL Rivington (Groupe ADIT) s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'accompagnement stratégique des dirigeants d'entreprise, de l'intelligence économique, de l'influence, de la diplomatie d'affaires et des affaires publiques. ESL Rivington conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.